

BOLIVIE - ETABLISSEMENT D'UNE NOUVELLE LISTE LXXXIV

Prorogation de délai

Décision du 13 décembre 1995¹

Considérant que les PARTIES CONTRACTANTES, par Décision du 3 décembre 1992², ont suspendu l'application des dispositions de l'article II du GATT de 1947 pour permettre au gouvernement bolivien de mettre en application la NANDINA (Système harmonisé) et de procéder ultérieurement aux négociations nécessaires;

Tenant compte du fait que, par Décisions successives, la validité de la dérogation accordée à la Bolivie a été prorogée jusqu'au 30 juin 1995³;

Considérant que la Bolivie n'est devenue Membre de l'OMC que le 14 septembre 1995 et que, de ce fait, la dérogation, qui arrivait à expiration le 30 juin 1995, n'a pas été prorogée le 1er juillet 1995;

Considérant que la note relative au paragraphe 1 b) iii) de la section concernant le GATT de 1994 de l'Annexe IA de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce prévoit que la Conférence ministérielle établira à sa première session une liste révisée des dérogations accordées au titre de l'article XXV du GATT de 1947 et encore en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC;

Considérant que, par Décision du 31 janvier 1995⁴, le Conseil général a établi une liste des dérogations en application lors de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, qui comprenait la dérogation accordée à la Bolivie pour l'établissement d'une nouvelle Liste LXXXIV;

Considérant que le paragraphe 2 du Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 prévoit que toute dérogation en application à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC prendra fin, à moins qu'elle ne soit prorogée conformément aux procédures énoncées au paragraphe 1 dudit mémorandum d'accord et à celles de l'article IX de l'Accord sur l'OMC, à la date de son expiration ou deux ans après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, si ce délai est plus court;

./.

¹Adoptée conformément aux procédures de prise de décisions de l'OMC au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC approuvées par le Conseil général (WT/L/93).

²L/7151.

³L/7594.

⁴WT/L/3 + Corr.1.

Notant que le gouvernement bolivien a communiqué au Secrétariat de l'OMC la documentation requise pour procéder aux renégociations au titre de l'article XXVIII, laquelle va être distribuée sous couvert du document G/SECRET/HS/6;

Considérant que le gouvernement bolivien, ayant satisfait aux prescriptions énoncées au paragraphe 1 du Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994, a de nouveau demandé à être relevé, jusqu'au 30 juin 1996⁵, des obligations qu'il a contractées au titre de l'article II du GATT de 1994;

Le Conseil général, agissant conformément aux dispositions de l'article IX de l'Accord sur l'OMC,

Décide, compte tenu des circonstances exceptionnelles, de proroger jusqu'au 30 juin 1996 le délai prévu dans la Décision du 3 décembre 1992.

⁵G/L/43.